HAITI SECTEUR SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

CNSA Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire

Note de plaidoyer | Trimestre 2, 2023

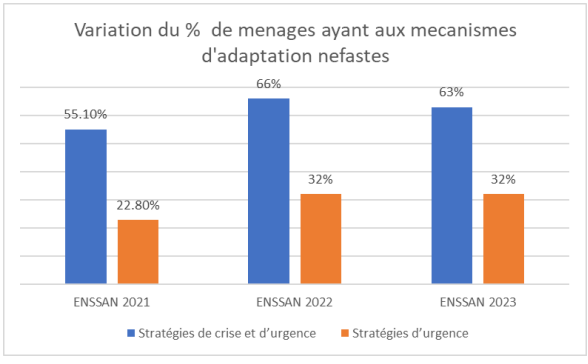


Note de plaidoyer pour une réponse en sécurité alimentaire en Haïti

Le rythme d'épuisement des moyens d'existence des ménages haïtiens alarmant fait peser des risques inquiétants sur la sécurité alimentaire du pays

Contexte :

Depuis plusieurs années Haïti fait face à une crise politique sans précédent. Ainsi, la situation humanitaire s'est fortement dégradée en raison d'une superposition de crises dans un contexte de persistance de l'activisme des groupes armés opérant en pleine capitale et de besoins humanitaires grandissants sur fond de vulnérabilité aux catastrophes naturelles et d'épidémies tels que le choléra. Ces facteurs ont engendré d'importants besoins multisectoriels dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Pour réduire leurs privations aux biens essentiels, des pourcentages de familles emploient des mécanismes d'adaptation néfastes entre 2021 et 2023 (CNSA, Fiches de communication) . Par ailleurs, cette situation préoccupante a été également ressortie dans les résultats de collecte Données en situations d'urgence (FAO, Août 2023) où 42% des ménages interrogés font mention d'utilisation des stratégies d'urgence avec un tiers des ménages a vendu des biens et davantage d'animaux que d'habitude, réduisant ainsi leur capacité à compenser la diminution de la consommation alimentaire dans le futur.



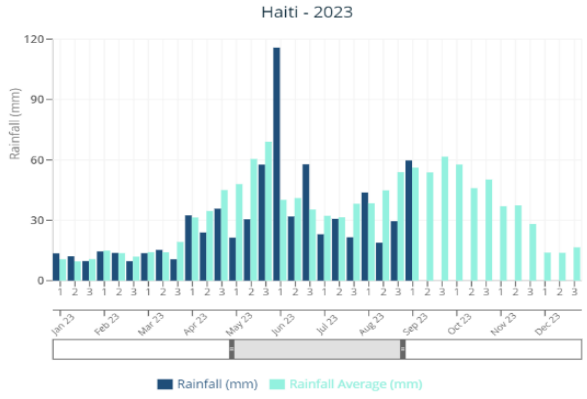
Augmentation de nombre de personnes déplacées

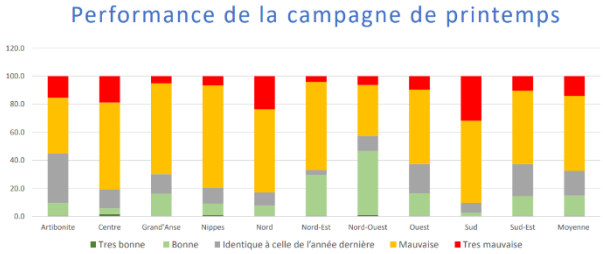
Opérant en pleine capitale et d'autres villes importantes, les gangs armés s'attaquent entre eux pour le contrôle de l'espace et s'en prennent parfois à des populations civiles les obligeant parfois à se déplacer pour se mettre à l'abris des violations en laissant dernière elles leurs biens et/ou leurs moyens d'existence. Cette situation continue de faire grossir le nombre des personnes déplacées interne dans la ZMPP. Dans le rapport de OIM du 05 septembre 2023, près de 20 000 personnes ont fui la violence à Carrefour-Feuilles et ont pris refuge dans des sites spontanés par suite.

Chocs climatiques et situation agricole

Haïti est confronté aux effets des changements climatiques traduit par une répartition anormale des pluies dans le temps et dans l'espace. Ce choc climatique affecte durement le sous-secteur de la production agricole. Les données satellitaires présentées dans le graphique ci-joint montrent que durant la campagne de printemps, le pays a enregistré un déficit de pluviométrie.

L'arrivée tardive des pluies au démarrage de la campagne agricole du printemps (qui



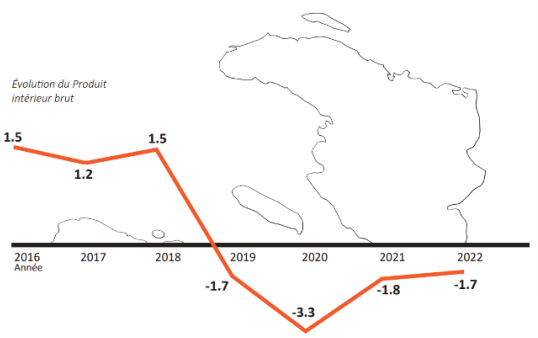


représente environ 50% de la production agricole nationale) a conduit à une faible performance de cette campagne. En moyenne, 2/3 des ménages touchés par l'ENSSAN 2023 ont fait mention d'une mauvaise performance de la campagne de printemps 2023. Parmi les difficultés liées à l'agriculture ressorties dans l'ENSSAN 2023 figure l'accès difficiles des producteurs aux intrants de qualité à cause de leurs prix ou leurs disponibilités sur les marchés de proximités.

Choc économique

Le contexte économique haïtien est marqué par une tendance inflationniste. L'inflation a accusé au cours du mois de juillet une hausse annuelle de 39.8% selon l'IHSI. Bien qu'elle ait connu un ralentissement du rythme d'augmentation par rapport au mois de mai 2023 (46,4%), le coût de la vie reste significativement élevé affectant le pouvoir d'achat des familles vulnérables qui ne cessent d'avoir recours aux mécanismes d'adaptation néfastes pour réduire leur privation aux biens et services essentiels. L'économie haïtienne est, depuis 4 ans, entrée dans un véritable cycle de décroissance avec des baisses successives (DevHaiti). Dans ce contexte, les taux de pauvreté, d'insécurité alimentaire et de malnutrition continuent d'être très élevés. En outre, l'agriculture à travers ses différents sous-secteurs étant,

entre autres la principale source de revenus des populations rurales, ne cesse d'enregistrer des contreperformances pendant plusieurs campagnes successives entrainant ainsi un manque à gagner pour les nombreuses familles qui en sont tributaires.

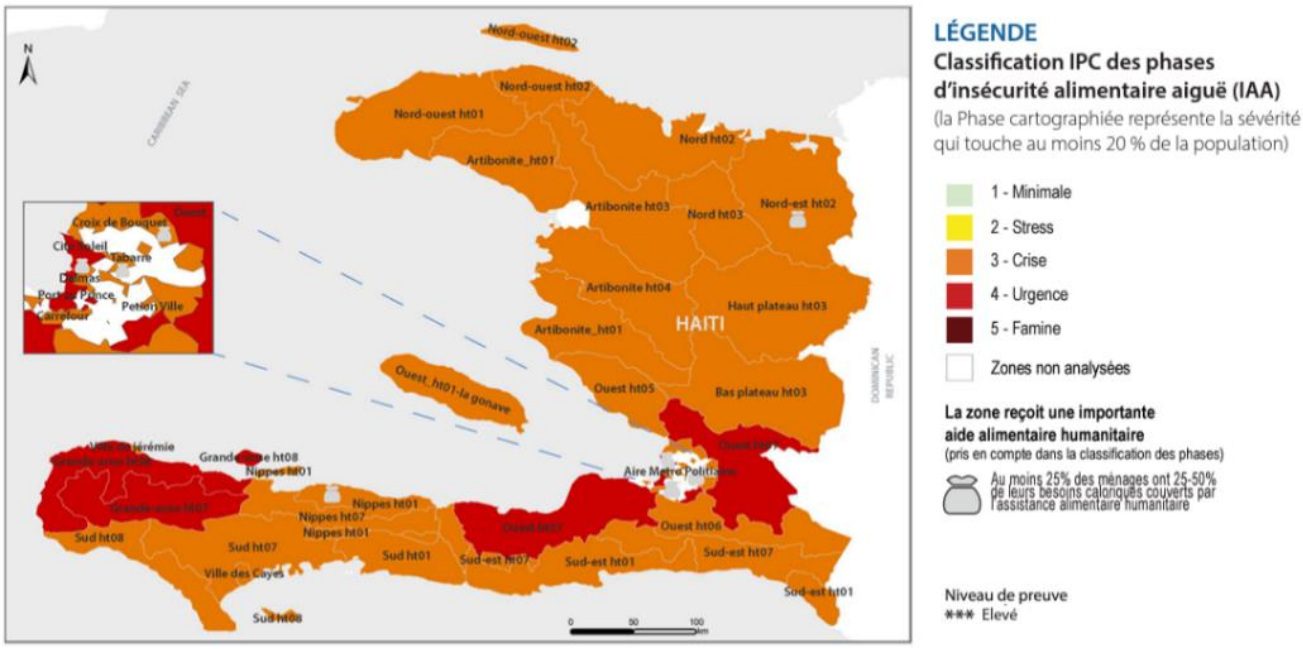


Défis de réponses en sécurité alimentaire, agriculture et moyens de subsistance

Selon les derniers résultats de l'analyse IPC 2023, au cours de la période actuelle allant du mois d'août 2023 à février 2024, 14% de la population analysée, soit près de 1,4 million de personnes sont classées en Phase 4 de l'IPC (Urgence) et 30% (environ 2,95 millions de personnes) en Phase 3 (Crise). Ainsi, 44% de la population analysée présente une insécurité alimentaire élevée et a besoin d'une action urgente pour combler les déficits de consommation et protéger les moyens d'existence.

Cette même analyse a montré que près de 55% des ménages ont un Score de Consommation Alimentaire Pauvre ou Limite (ce pourcentage est en moyenne, près de 70% dans les zones classées en phase 4). Les ménages qui consomment moins de 5 groupes alimentaires (SDAM) sont de 20% (environ 36% dans les zones en Phase 4) et 83% des ménages emploient des stratégies liées à la consommation alimentaire (rCSI) (en zones en Phase 4, 83%).

Cette tendance de détérioration est également observée pour la période projetée.



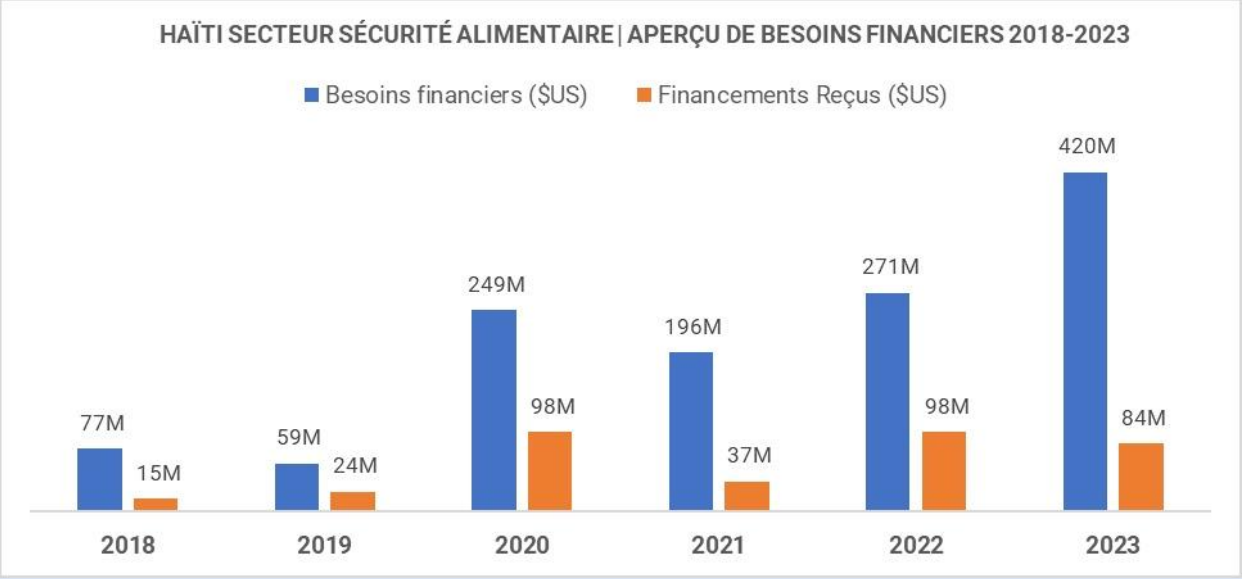
Réponse insuffisante

Le niveau de financement du HRP 2023 demeure faible, s'élevant à 190,2 millions de dollars US soit seulement 26% des financements nécessaires. Ce montant reste insuffisant pour réaliser l'ensemble des objectifs fixés en début d'année, d'autant plus que le contexte sécuritaire continue de se dégrader, entraînant des contraintes d'accès accrues et une augmentation marquée des coûts opérationnels et logistiques. Source OCHA : Tableau de bord humanitaire (janvier - août 2023).

Face à ces besoins humanitaires en augmentation, les financements disponibles ne permettent pas de couvrir normalement ces besoins au niveau du secteur sécurité alimentaire.

Le niveau de réponse du secteur sécurité alimentaire

- ✓ Financement demandé pour le plan de réponse humanitaire 2023 : **420 000 000 $US**
- ✓ Financement reçu en date **83 935 535 $US** soit un taux de couverture de **20%**
- ✓ Le gap de financement attendu : **336M $US**, soit environ 80% de financement demandé
- ✓ Le gap des personnes à atteindre en assistance alimentaire est de **1,5 M** et pour les moyens de subsistance est de **912K**



Urgence de financement pour faire face aux besoins

La communauté humanitaire travaillant en Haïti lance un cri de cœur auprès des bailleurs afin de mobiliser davantage de ressources pour atteindre les besoins non couverts. Ceci permet de réduire l'écart entre les besoins exprimés et la mobilisation des ressources qui connais une diminution depuis des années se qui continue à maintenir les ménages vulnérables dans un cercle vicieux dont nombreux y sont coincés et n'arriveront pas à sortir s'il n'y a pas des actions fortes et concrètes.

Tenant compte de l'ampleur de la crise dans la période courante, une réponse immédiate incluant l'assistance, l'appui à l'agriculture d'urgence et de moyens de subsistance est nécessaire pour apporter une assistance aux personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (y compris les PDIs).
Les réponses du sous-secteur agriculture et moyens de subsistance sont faiblement financés par les bailleurs humanitaires ce qui compromet d'avantage la sortie de la pauvreté des ménage affectés

Il est fortement recommandé aux bailleurs de prendre le relais des interventions d'urgence en augmentant l'enveloppe pour financer des réponses qui permettent aux populations en crise de développer de nouveaux moyens d'existence adaptés au contexte de conflit et de changement climatique, et qui renforcent la résilience

Priorité de réponse en urgence

- **INTERVENTIONS D'URGENCE** : Considérant la sévérité de l'insécurité alimentaire dans les zones classées en Phase 4 de l'IPC (Urgence), une action urgente est requise pour les ménages les plus pauvres et les plus affectés afin de leur permettre de mieux répondre à leurs besoins alimentaires immédiats et prévenir la mise en place de stratégies néfastes supplémentaires.
- **APPUI AUX MOYENS D'EXISTENCE** : Les ménages affectés ont besoin d'un accompagnement pour reconstruire et développer leurs moyens d'existence et leurs avoirs. Cette assistance devrait notamment se traduire en un appui (intrants, crédits, matériels, …) pour la mise en place des campagnes d'hiver de 2023 et de printemps de 2024 ainsi qu'en matière d'innovation pour la conservation/transformation des ressources halieutiques et agricoles.
- **ARTICULATION ENTRE L'URGENCE ET LE DEVELOPPEMENT** : Il est important de mieux articuler les interventions d'urgence et de développement et de repenser les stratégies d'intervention afin d'avoir des effets plus durables et structurels sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages. A cet effet, la feuille de route relative à la transformation des systèmes alimentaires constitue une bonne base pour adresser l'articulation des facteurs conjoncturels et structurels de la problématique de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition, des inégalités socio-économiques et de genre ainsi que la pauvreté

Cout de l'inaction

Si ce type de réponse n'est pas augmenté significativement pour couvrir les réponses d'ici la fin de l'année 2023 et de mieux préparer le cycle de réponse humanitaire prochain, de nombreux ménages risquent de recourir à des moyens d'adaptation négatifs détériorant leur accès à la nourriture dans le court terme et leurs moyens d'existence sur le moyen à long terme. Ce qui va d'avantage accentuer la détérioration de leur situation et les actions de recouvrement seront très difficiles par la suite

Accès

Malgré la détérioration de la situation, les acteurs restent actifs et engagés et peuvent atteindre les populations affectées. Le secteur et ses membres travaillent en étroite collaboration avec le GTT-Accès pour la facilitation.

Pour tout contact :

Ferdinand BEALEM, Coordonnateur **|** ferdinand.bealem@wfp.org| **+** 509 34 93 44 99

Pierre Nelby MATHIEU, Gestionnaire de l'information I pierrenelby.mathieu@wfp.org **|** +509 46 87 0928

Mohamed DABO, Gestionnaire de l'information I Mohamed.dabo@fao.org **|** +223 66 03 11 26

